



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques et
de l'Appui Territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'Environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – ID – 2024 - 176

Arras, le

01 OCT. 2024

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Commune de BOIRY-SAINT-RICTRUDE (62)
Société TEREOS France**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

VU le Code de l'environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jacques BILLANT, en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU le décret du 9 mai 2023 portant nomination de M. Christophe MARX, en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'article 26-II-1-a) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé relatif aux actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 mettent en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, qui dispose :

« En application de la procédure correspondante, il [l'exploitant] arrête immédiatement la dispersion via la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production et met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en Legionella pneumophila dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/l » ;

VU l'article 26-II-1-g) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, qui dispose :

« Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible.

Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en Legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/l.

Si l'installation est également concernée par l'article 26-I-2 c, les mesures compensatoires liées au nettoyage annuel et aux cas de dépassement de 100 000 UFC/l peuvent être soumises de manière conjointe.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert.

Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du Code de l'environnement. »

VU les arrêtés préfectoraux du 30 juillet 1984, 18 décembre 1986, 7 novembre 1989 et 19 septembre 1997 ayant accordé à la société BEGHIN-SAY l'autorisation d'exploiter une sucrerie à BOIRY-SAINT-RICTRUDE ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires en date du 17 août 2004 portant sur la prévention du risque de légionellose ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-10-93 du 19 décembre 2023 portant délégation de signature ;

VU le récépissé de changement d'exploitant en date du 4 novembre 2004 délivré au profit de la société TEREOS ;

VU le courrier en date du 19 juin 2023 de la société TEREOS France, complété le 29 décembre 2023, présentant une demande de dérogation à la mise à l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau à l'atmosphère des tours aéroréfrigérantes « Sucre » et « Sirop » de son site de BOIRY-SAINT-RICTRUDE, en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l ;

VU l'avis technique en date du 18 juillet 2023 de la société CAPSIS, sur lequel s'appuie la société TEREOS France pour définir des mesures compensatoires liées à l'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion d'eau à l'atmosphère du circuit de refroidissement des tours aéroréfrigérantes « Sucre » et « Sirop » de son site de Boiry-Sainte-Rictrude ;

VU le rapport de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées en date du 30 avril 2024 ;

VU l'envoi des propositions de l'inspecteur de l'environnement au pétitionnaire en date du 5 juin 2024 ;

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 13 juin 2024 à la séance duquel le pétitionnaire était présent ;

Considérant que :

- la société TEREOS France exploite à Boiry-Sainte-Rictrude, des installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, relevant du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2921, d'une puissance thermique évacuée totale de 92 300 kW et associées au même circuit :

- tour aéroréfrigérante « Sucre » à 3 cellules C1, C2, C3 (C4 et C5 réformées) ;
- tour aéroréfrigérante « Sirop » à 1 cellule C6,

- l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2004 imposait à la société TEREOS des prescriptions relatives à la prévention du risque de légionellose avant l'édiction des prescriptions ministérielles prises par arrêté du 14 décembre 2013,

- l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé prévoit la possibilité de déroger à l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau des tours aéroréfrigérantes, lorsque cet arrêt nécessite l'arrêt progressif d'installations de production, sur une période plus ou moins longue,

- il est impossible pour la société TEREOS France de procéder à l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau de ses tours aéroréfrigérantes « Sucre » et « Sirop », en cas de réception de résultats, provisoires confirmés ou définitifs, indiquant une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production,

- la société TEREOS France demande par conséquent une dérogation à l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau des tours aéroréfrigérantes « Sucre » et « Sirop », dans des délais respectifs de 24 heures et 12 heures, afin d'arrêter la dispersion d'eau dans des conditions compatibles avec la sécurité du personnel, la protection de l'environnement et la sauvegarde de l'outil de production,

- l'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion de l'eau par les tours aéroréfrigérantes « Sucre » et « Sirop » est justifiée par l'impact sur la sécurité, sur l'environnement et sur l'outil de production qu'engendrerait un tel arrêt, ces installations étant en outre indispensables à l'activité de production en période de campagne betteravière ;

- il est nécessaire de prescrire des mesures compensatoires qui doivent être mises en œuvre par l'exploitant pour pallier l'impossibilité d'arrêt immédiat de la dispersion de la tour aéroréfrigérante « Sucre » en cas de concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l ;

- les mesures compensatoires proposées par l'exploitant et la société CAPSIS sont de nature à compenser les mesures exigées par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé lors de l'arrêt immédiat ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais,

ARRÊTE

Article 1 : Objet

La société TEREOS France, dont le siège social est situé rue de Senlis, à MOUSSY-LE-VIEUX (77230), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air visées par la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées, qu'elle exploite au 4 rue de la Sucrerie à BOIRY-SAINT-RICTRUDE (62175).

L'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2004 est abrogé.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé sont applicables, hormis les prescriptions de la première phrase du 3^e alinéa de l'article 26-II-1-a), lesquelles sont remplacées par les dispositions du présent arrêté uniquement pour le circuit de refroidissement des tours aéroréfrigérantes « Sucre » et « Sirop » de l'entreprise TEREOS à BOIRY-SAINT-RICTRUDE.

Sont considérés comme faisant partie d'une installation de refroidissement au sens du présent arrêté, l'ensemble des éléments suivants :

- tour(s) de refroidissement et ses parties internes ;
 - échangeur(s) / corps d'échange ;
 - dévésiculeur ;
 - l'ensemble composant le circuit d'eau en contact avec l'air : bassins, canalisation(s), pompe(s)...
- ainsi que le circuit de purge et le circuit d'eau d'appoint (jusqu'au dispositif de protection contre la pollution par retour d'eau).

Article 2 : Mesures compensatoires

Article 2.1 : Dispositions générales

L'exploitant, se trouvant dans l'impossibilité d'arrêter immédiatement la dispersion de la tour aéroréfrigérante de son établissement en cas de résultats provisoires confirmés ou définitifs de la concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, est tenu de mettre en œuvre des mesures compensatoires, portant sur :

1. la maîtrise des facteurs de prolifération en *Legionella pneumophila* : les moyens prévus permettent d'assurer une bonne gestion de l'hydraulique afin de compacter le biofilm et de réduire l'épaisseur du biofilm, de protéger l'état de surface du circuit (lutte contre l'entartrage, la corrosion...) et de maîtriser la qualité d'eau d'appoint (apport de matière organique...) et des éléments de nutrition des légionelles ;
2. la maîtrise de la concentration en légionelles : les moyens prévus permettent de maintenir la qualité bactériologique de l'eau en deçà du seuil de 1 000 UFC/l en *Legionella pneumophila* et d'identifier toute dérive d'un facteur de risque ;

../..

3. la surveillance de l'installation : les moyens de surveillance prévus permettent de s'assurer de l'efficacité des moyens prévus en 1 et 2 ci-dessus, tels que les indicateurs physico-chimiques (résiduel en biocide oxydant, turbidité / MES, facteur de concentration, conductivité, chlorures, chlore total, TA, TAC, TH, pH, fer, etc.) et biologiques (flore totale, PCR, etc.), les plages de valeur cible, la fréquence des mesures, etc.

Les recommandations mentionnées dans l'avis technique de la société CAPSIS en date du 18 juillet 2023 susvisé doivent être intégrées aux mesures compensatoires citées ci-dessus. L'Analyse Méthodique des Risques (AMR), les procédures de renforcement de la surveillance, les plans d'actions correctives et curatives, le plan d'entretien et le plan de surveillance sont complétés au regard des recommandations émises par la société CAPSIS dans l'avis technique susvisé.

Le point de prélèvement utilisé pour le suivi PCR hebdomadaire sur le circuit de refroidissement doit être défini précisément, en conformité avec les dispositions de l'article 26-I-3-b de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé et selon la démarche d'analyse de risque.

Les prélèvements d'eau pour la recherche et le dénombrement des légionelles selon les modalités mentionnées dans le fascicule de documentation FD T 90 522 / Qualité de l'eau-Guide technique d'échantillonnage pour la recherche de *Legionella* dans les eaux et dans la norme NF T90-431 / août 2017.

L'analyse de légionelles, la recherche et le dénombrement de *Legionella spp* et *Legionella pneumophila* sont effectués selon les modalités mentionnées dans la norme NF T90-431 / août 2017.

L'exploitant met en place une surveillance renforcée des dévésiculeurs hors période de contamination et lors de la réception de résultats supérieurs ou égaux à 100 000 UFC/l en *Legionella pneumophila*.

Il s'assure du bon état et du bon positionnement de ces dévésiculeurs avant tout redémarrage, en fonctionnement selon une périodicité déterminée selon l'analyse de risque, et immédiatement en cas de réception de résultats supérieurs ou égaux à 1 000 UFC/l. Il s'assure notamment du respect d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 %.

Les dispositions relatives à la documentation, à l'entretien, au maintien dans le temps d'un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % et les dispositions relatives au changement des dévésiculeurs sont intégrées au plan d'entretien.

Le traitement du circuit d'eau est effectué par l'injection en continu de biocide asservie au débit d'appoint.

Article 2.2 : Autosurveillance renforcée

Durant les phases de fonctionnement des tours aéroréfrigérantes, le plan de surveillance réglementaire est renforcé.

Sur les tours aéroréfrigérantes :

- l'exploitant procède au suivi de la concentration en *Legionella pneumophila* et *Legionella spp* par test PCR une fois par semaine et par mise en culture deux fois par mois ;
- l'exploitant procède à une analyse des principaux paramètres physico-chimique et à un suivi hebdomadaire par le traiteur d'eau ;

Sur les eaux d'appoint (eaux de condensats en période de campagne, remplissage en eau de forage au démarrage avant campagne) :

- l'exploitant procède au suivi de la concentration en MES et en *Legionella pneumophila*, *Legionella spp* par mise en culture, à minima deux fois par an dont une en début de campagne betteravière ;

L'ensemble des paramètres de suivi est porté sur un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Toute dérive de l'autosurveillance fait l'objet d'actions curatives et correctives immédiates visant à rétablir la fonctionnalité de l'autosurveillance renforcée mise en place.

Article 2.3 : Mesures correctives et/ou curatives à réaliser à réception de résultats d'analyse supérieurs à 100 000 UFC/l en *Legionella pneumophila*

Dès réception de résultats provisoires confirmés ou définitifs de la concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, l'exploitant met en œuvre les actions curatives définies dans la procédure relative au cas de dépassement supérieur à 100 000 UFC/l décrite dans la demande de dérogation susvisée, jusqu'à la mise à l'arrêt de la dispersion, permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/l.

L'exploitant procède également à la recherche de la ou des causes de la dérive et à la mise en œuvre d'actions correctives correspondantes, avant toute remise en service de la dispersion prévue à l'article 2.5 du présent arrêté. Les conclusions de cette recherche et la description de ces actions sont tenues à la disposition de l'inspection de l'environnement.

L'exploitant met en place et affiche un périmètre de sécurité autour des tours aéroréfrigérantes, au sein duquel l'accès est réservé aux personnes désignées conformément aux dispositions de l'article 23 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé.

En sus de l'information de l'inspection de l'environnement prévue à l'article 26-II-1-a de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, l'exploitant informe le médecin du travail, la commission en charge de l'hygiène, de la sécurité et des conditions de travail de l'établissement, les salariés, et le Maire de Boiry-Sainte-Rictrude du dépassement du seuil de 100 000 UFC/l en *Legionella pneumophila*.

L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondantes aux résultats faisant apparaître une concentration en *Legionella pneumophila* ou en *Legionella species* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l soient conservées pendant trois mois par le laboratoire.

L'exploitant procède également à une analyse par PCR en *Legionella pneumophila* de l'eau des autres circuits de refroidissement.

Article 2.4 : Délai d'arrêt de la dispersion

Les délais maximaux d'arrêt de la dispersion pour chaque tour, après réception des résultats provisoires confirmés ou définitifs de la concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 100 000 UFC/l, sont les suivants :

- tour aéroréfrigérante «Sucre» (cellules C1-C2-C3) : 24 heures ;
- tour aéroréfrigérante «Sirop» (cellule C6) : 12 heures.

Durant ce délai de mise à l'arrêt de la dispersion d'eau à l'atmosphère des tours aéroréfrigérantes, l'utilisation de produit de traitement bio-dispersant est interdite.

Article 2.5 : Actions curatives mises en œuvre après mise à l'arrêt de la dispersion

Après la mise à l'arrêt de la dispersion et en sus des actions réalisées à l'article 2.2 du présent arrêté, l'exploitant poursuit la mise en œuvre des actions curatives et correctives définies dans la procédure relative au cas de dépassement de la concentration en *Legionella pneumophila* supérieur à 100 000 UFC/l.

Article 2.6 : Déroulement de l'arrêt de la dispersion

Une désinfection choc est réalisée au démarrage du circuit de refroidissement ayant fait l'objet du dépassement du seuil de 100 000 UFC/l en *Legionella pneumophila*. Lors des traitements chocs de biocide, l'exploitant s'assure du support du traiteur d'eau afin de valider les ratios de produit précurseur utilisé en fonction de la qualité d'eau de Javel employée.

Dans le cadre de l'arrêt de la dispersion, l'exploitant procède à la réalisation des actions suivantes :

- H + 0h : prélèvement des légionelles (NFT 90-431) en laboratoire agréé COFRAC pour analyse PCR et mise en culture ;
- H + 0h à H + 18h : 1^{er} traitement choc ;
- H + 28h à H + 46h : 2^e traitement choc ;
- H + 46h : retour au traitement habituel ;
- H + 94h : prélèvement des légionelles (NFT 90-431) en laboratoire agréé COFRAC pour analyse PCR et mise en culture (un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre du dernier traitement est respecté).

Dès réception des résultats de ces nouveaux prélèvements, ceux-ci sont communiqués à l'inspection de l'environnement.

L'usage du réseau d'eau incendie pour le nettoyage de l'installation est proscrit.

En tout état de cause, l'exploitant s'assure, après avoir effectué les actions mentionnées ci-avant, de l'absence de risque de prolifération et de dispersion de légionelles avant toute remise en service de la dispersion.

Les causes du dépassement du seuil de 100 000 UFC/l en *Legionella pneumophila* sont identifiées et corrigées.

Article 2.7 : Actions postérieures à la remise en service de la ou des tours aéroréfrigérantes objet(s) du dépassement du seuil de 100 000 UFC/l en *Legionella pneumophila*

À l'issue de la mise en place des actions curatives, l'exploitant en vérifie l'efficacité en procédant aux actions suivantes :

- communication à l'inspection de l'environnement, dès réception, des résultats d'analyse du nouveau prélèvement effectué ;
- réalisation de prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila*, une fois toutes les deux semaines pendant trois mois et obtention de trois résultats conformes à la suite ;
- mise à jour de l'AMR, des plans d'entretien et de surveillance, en prenant en compte les facteurs de risque à l'origine de la dérive et en mettant en œuvre les mesures nécessaires à leur gestion ;

../..

- transmission d'un rapport global sur l'incident à l'inspection de l'environnement dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident. ;
- vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV-1 de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, dans les six mois qui suivent l'incident.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être contestée auprès du tribunal administratif de Lille par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tiers auteur d'un recours contentieux est tenu à peine d'irrecevabilité de notifier celui-ci à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BOIRY-SAINT-REMI et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BOIRY-SAINT-REMI pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Pas-de-Calais,

3 °Cet affichage mentionne l'obligation de notifier tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société TEREOS France et dont une copie sera adressée à M. le Maire de BOIRY-SAINT-REMI.

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,



Christophe MARX

Copie destinée à :

- la société TEREOS France
- le Maire de BOIRY-SAINT-REMI
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement HAUTS DE FRANCE

